

# Comptes nationaux: Le PIB à

- L'entreprise, premier investisseur et créateur de richesses
- Les ménages accaparent 62,5% du revenu national brut disponible
- Leur pouvoir d'achat s'est amélioré de 2,3% en 2017

L'ENTREPRISE affichait une bonne forme en 2017. Sa contribution à la création des richesses représentait 38,9%. Avec le secteur financier, cette participation s'élève à 43,4% du PIB qui a progressé de 4,9% à 1.063,3 milliards de DH l'année passée. La même année, entreprises financières et non financières ont ainsi disposé 14,5% du revenu national brut disponible (RNBD), constate la

Déficits, excédents de financements			
	(En millions de DH)		
	2015	2016	2017
<b>Besoins</b>	<b>-19.706</b>	<b>-43.250</b>	<b>-39.649</b>
Entreprises	-36.168	-53.306	-58.510
Sociétés financières	15.489	12.612	13.086
Administrations publiques	-14.994	-10.631	-3.530
Ménages et ISBLSM	15.967	8.075	9.305

Source: HCP

Pour couvrir leurs besoins de financement, les sociétés non financières ont toujours eu recours aux crédits bancaires. Ainsi, le flux net des crédits accordés a atteint 38,5 milliards de DH en 2017, représentant ainsi 44,5% des engagements

dernière note du HCP sur les comptes nationaux des secteurs institutionnels.

En ce qui concerne l'investissement, c'est l'entreprise, hors secteur financier, qui arrive en tête position avec 54,6% de l'enveloppe globale, alors que le

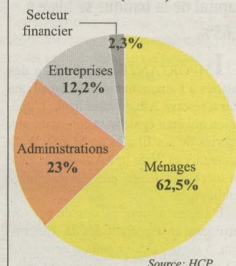
secteur financier n'y a contribué que 1,4% du total. Une part en léger retrait 0,3 point par rapport à 2016. Celle de l'entreprise s'étant repliée d'environ 2 points.

Cependant, les ménages ont contribué pour 29,3% à la création des richesses et autant à l'épargne nationale. Leur participation à l'investissement s'est également élevée à 25,3%.

En 2017, les ménages et les services qui leur sont dédiés ont disposé de 62,5% du RNBD. Et la décelération de l'inflation a permis une amélioration de 2,3% du pouvoir d'achat.

Pour les ménages, l'amélioration qui a porté leur revenu à 694,2 milliards de DH provient à hauteur de 47,6% de la rémunération des salariés. Le revenu mixte, y compris l'excédent brut du service de logement, a contribué à raison de 42,1% et les prestations sociales et autres transferts nets de 26%. Toutefois, les impôts sur le revenu et le patrimoine

## Contributions au RNBD (2017)



Source: HCP

Les ménages restent les gros bénéficiaires du revenu national brut disponible. Estimé à près de 1.125 milliards de DH en 2017, les ménages en accaparent 62,5%

## Contributions des secteurs institutionnels au PIB en %

Secteurs	2015	2016	2017
Entreprises	38,2	38,5	38,9
Secteur financier	4,7	4,5	4,5
Administrations publiques	15,9	15,9	15,4
Ménages	29,5	29,2	29,5
Services aux ménages	0,2	0,2	0,2
Impôts nets de subventions sur la production et les importations	11,5	11,7	11,5

L'entreprise (hors secteur financier), est toujours en tête position en ce qui concerne la création des richesses. Elle est suivie par les ménages qui assument à hauteur de 29%

En revanche, la contribution des administrations publiques s'est établie à 15,4% du PIB, en léger recul de 0,5 point par rapport à 2016 sous l'effet de la stagnation des salaires. Les impôts nets de subventions sur la production et les importations, se sont repliés de 0,2 point par rapport à 2016.

De son côté, le RNBD a enregistré une hausse de 4,7% en 2017 pour se situer à 1.124,8 milliards de DH. Cette amélioration est due à l'augmentation du revenu brut disponible des administrations publiques de 6,9%, des ménages et services de 4,2% et des sociétés (financières et non financières) de 3,2%. (Voir camembert ci-contre).

ainsi que les cotisations sociales ont retranché 15,8% du revenu brut des ménages. Ce revenu a été affecté à raison de 88% aux dépenses de consommation finale. Du coup, le taux d'épargne s'est établi à 12,5% en 2017.

Par habitant, le revenu disponible des ménages a atteint 19.917 DH au lieu de 19.309 DH en 2016 enregistrant ainsi une hausse de 3,1%. Suite à une décelération des prix à la consommation en 2017, qui ont marqué une évolution de 0,8% au lieu de 1,6%.

L'épargne nationale, avec 306,9 milliards de DH en 2017, s'est améliorée de 6,7% par rapport à 2016. Les sociétés financières et non financières ayant

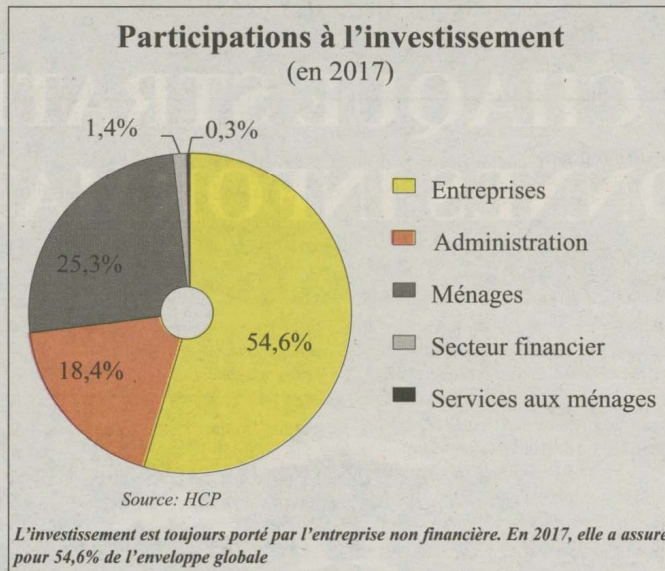
# plus de 1.063 milliards de DH

contribué pour 52%, les ménages et services pour 29,3% et les administrations publiques pour 18,7%.

La formation brute du capital fixe (FBCF), de son côté, s'est située à 302,2 milliards de DH en 2017, en repli de 0,3% par rapport à 2016. Les sociétés (financières et non financières), premier contributeur avec 56% de la FBCF et donc de l'investissement en 2017, en recul de 1,8 point par rapport à l'année précédente. De leur côté la contribution des ménages a été de 25,6% au lieu de 25,2% et celle des administrations publiques de 18,4% au lieu de 17%.

Globalement, le besoin de financement de la nation a été de 39,6 milliards de DH en 2017 et a représenté 3,7% du PIB au lieu de 4,3% une année auparavant. Cette baisse a été le produit de l'atténuation du besoin de financement des administrations publiques de 7,1 milliards de DH entre 2016 et 2017 et de l'augmentation de la capacité de financement des ménages (y compris les ISBLSM) de 1,3 milliard de DH et celle des sociétés financières de 474 millions de DH. En revanche, les sociétés non financières ont connu un creusement de leur besoin de financement passant de 53,3 milliards en 2016 à 58,5 milliards de DH en 2017.

Pour couvrir leurs besoins de financement, les sociétés non financières (SNF) ont toujours eu recours aux crédits bancaires. Ainsi, le flux net des



crédits accordés aux SNF a atteint 38,5 milliards de DH en 2017, représentant ainsi 44,5% de leurs engagements.

La dette intérieure des administrations publiques (APU), de son côté, a marqué une légère baisse affichant un flux net de l'ordre de 24,4 milliards de DH en termes des émissions nettes de bons de trésor contre 26,2 milliards de DH en 2016. En revanche, l'endettement extérieur des APU a enregistré un

flux net de l'ordre de 3,3 milliards de DH contre 2,8 milliards de DH l'année précédente.

L'endettement des ménages (y compris les entrepreneurs individuels) auprès des banques a marqué une hausse passant de 10,6 milliards de DH en 2016 à 17,6 milliards de DH en 2017. Le flux net des dépôts a connu ainsi une augmentation remarquable, passant de 21,2 milliards de DH en 2016 à 53 milliards de DH en 2017.

La participation des sociétés financières (SF) au financement de l'économie a connu une amélioration. En effet, le flux net des crédits accordés par ce secteur a atteint 34,6 milliards de DH en 2017 au lieu de 33,9 milliards de DH. En parallèle, les dépôts auprès de ces établissements ont affiché un flux net de l'ordre de 77,5 milliards de DH au lieu de 66,6 milliards de DH une année auparavant. □

A.G.